

dans certains cas, simplement dysfonctionnels (par exemple, la Somalie, le Zaïre, le Libéria, le Rwanda, le Cambodge). Le respect des droits politiques et civils est désarticulé au centre et battu en brèche à l'échelon local.

Plutôt que de s'employer activement à tirer profit de l'économie mondiale, les pays de la zone 1 semblent submergés par elle, comme de petits galets dans un torrent. Ils tiennent des rôles mineurs dans le théâtre mondial, ne jouissant pratiquement d'aucune influence sur les tribunes internationales s'occupant de commerce, d'investissement et de finances. Ce sont les archétypes des « preneurs », et non des « décideurs », dans les négociations commerciales.

Les pays de la zone 1 dépendent des dons de pays étrangers et non des marchés des capitaux. Par exemple, en 1994, d'après les prévisions, les fonds octroyés par les pays de l'OCDE représentaient environ 90 % des ressources financières nettes injectées dans les pays en développement à faible revenu (la Chine et l'Inde exceptées), alors que les investissements privés ont été négligeables. L'Afrique subsaharienne n'a reçu qu'environ 1 % du flux total des capitaux privés investis dans les pays en développement entre 1989 et 1993<sup>6</sup>.

Ces hésitations frappantes de la part du secteur privé étranger ne disparaîtront pas de sitôt. Ces pays ne participent aussi que marginalement au système commercial mondial. Entre 1980 et 1990, dans 45 des pays les moins développés, le taux moyen de croissance annuelle des exportations, en valeur marchande, a été nul, et de fait négatif au début de la décennie 90<sup>7</sup>. Aucun de ces pays n'est sur la liste des 50 premiers exportateurs du monde<sup>8</sup>. La moyenne du taux de croissance annuelle des exportations pour les pays d'Afrique pris distinctement et en bloc est en fait plus déplorable, se situant à un sombre -1,9 % de 1980 à 1992 et à -3,0 % de 1990 à

---

<sup>6</sup> Banque mondiale, **World Debt 1994-95**, vol. I, pp. 8, 10, 24. L'incapacité des pays de la zone 1 à attirer les capitaux privés est d'autant plus frappante que la proportion des investissements privés de longue durée dans les pays en développement continue à augmenter, atteignant aujourd'hui près des trois quarts du total des investissements dans les pays les moins développés. *Ibid.*, p. 3.

<sup>7</sup> Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), **International Trade 1993 - Statistics** (Genève, 1993), p.6. Vingt-neuf de ces pays appartiennent à l'Afrique subsaharienne. Pour une brève évaluation de la performance des 45 pays les moins développés du monde, au début des années 90, voir **International Trade : Trends and Statistics - 1994** (GATT, Genève, 1994), pp. 5-6.

<sup>8</sup> Même si l'on compte l'Union européenne comme une entité unique. De plus, aucun ne figure parmi les 50 premiers marchés d'exportation du Canada.